

Brochure n° 3184

Convention collective nationale
IDCC : 2075. – **ŒUFS ET INDUSTRIES
EN PRODUITS D'ŒUFS**
**(Centres de conditionnement,
de commercialisation et de transformation)**

ACCORD DU 12 AVRIL 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150903M

IDCC : 2075

Entre :

Le syndicat national des industries des professionnels de l'œuf,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes,
des services annexes FO ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord national est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs, tels qu'il est défini par l'article 1.1 de la convention collective.

Article 2

Barème des salaires minimaux conventionnels pour une durée de travail à temps plein

Le barème des salaires mensuels et annuels minimaux est applicable pour une durée mensuelle du travail de 151,67 heures ou sa durée annuelle équivalente.

Tableau des salaires minimaux 2011

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMA MENSUELS (applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2011)	SALAIRE ANNUEL MINIMAL (SAM) (applicable pour l'année 2011)
I	1	1 366,00	17 758,00
	2	1 373,28	17 852,67
	3	1 378,37	17 918,84
II	1	1 380,37	17 944,84
	2	1 384,48	17 998,24
	3	1 390,59	18 077,64
III	1	1 392,59	18 103,64
	2	1 400,77	18 209,98
	3	1 420,11	18 461,43
IV	1	1 440,47	18 726,11
	2	1 455,74	18 924,62
	3	1 471,01	19 123,13
V	1	1 557,54	20 248,02
	2	1 588,08	20 645,04
	3	1 618,62	21 042,06
VI	1	1 679,70	21 836,10
	2	1 730,60	22 497,80
	3	1 781,50	23 159,50
VII	1	1 934,20	25 144,60
	2	2 056,36	26 732,68
	3	2 178,52	28 320,76
VIII	1	2 422,84	31 496,92
	2	2 667,16	34 673,08
	3	3 023,46	39 304,98
IX	1	3 613,90	46 980,70
	2	3 970,20	51 612,60
	3	4 428,30	57 567,90

Les niveaux I à IV correspondent à la catégorie « employés-ouvriers ».

Les niveaux V à VI correspondent à la catégorie « agents de maîtrise ».

Les niveaux VII à IX correspondent à la catégorie « cadres ».

Il est rappelé qu'en cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, de changement d'échelon ou de travail à temps partiel, le salaire annuel minimal est calculé au prorata (ainsi que le salaire minimum mensuel en cas de travail à temps partiel).

Article 3

Calcul du salaire annuel minimal

Il est rappelé que le salaire annuel minimal résultant de la classification comporte tous les éléments de rémunération, quelle que soient leur qualification et leur périodicité, à l'exception :

- des majorations diverses prévues par la loi ou la convention collective en raison de circonstances particulières (heures supplémentaires, heures travaillées un jour férié, un dimanche ou de nuit) ;
- du montant de la prime d'ancienneté ;
- des sommes qui constituent un remboursement de frais et ne supportent pas de ce fait les cotisations des régimes sociaux ;
- des sommes issues des accords de participation et d'intéressement qui n'ont pas le caractère de salaire.

En fin d'année civile, une comparaison doit être effectuée entre le montant brut de la rémunération effectivement perçue par chaque salarié et le salaire annuel minimal en prenant en compte les éléments définis précédemment.

Si le montant brut perçu est inférieur au salaire annuel minimal afférent au niveau de classification du salarié, le complément brut de rémunération correspondant est versé à l'intéressé à l'occasion de la première paie de l'année suivante.

Article 4

Date d'entrée en vigueur. – Durée – Extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Dès lors qu'il n'aura pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L.2231-6 et D.2231-2 du code du travail.

Le présent accord fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants dudit code, les formalités étant effectuées par le SNIPO.

Il sera applicable dès sa date de dépôt par les entreprises adhérentes au SNIPO, et dès le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension pour les autres.

Fait à Paris, le 12 avril 2011.

(Suivent les signatures.)